

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 20 mai 2019**

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
<b>25</b>	<b>21</b>	<b>4</b>

N° de la séance : 04

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Service Trait d'Union -  
Fonctionnement 2019 - Demande de  
subvention au Ministère de la Justice

☒ Original  
☐ Expédition certifiée conforme à  
l'original  
Pour le Président,  
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.074

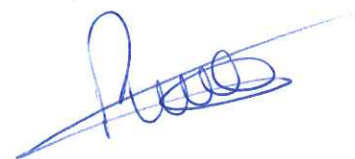
Date de la convocation :  
**Le 14/05/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **21 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **21 MAI 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

**Madame SALUCKI,**

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2000, le Service Trait d'Union de la C.A.S.A. situé sur la commune d'Antibes Juan-les-Pins exerce et développe une mission de maintien des relations Enfants / Parents. L'activité de ce service est, d'une part, encadrée par une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales, et, d'autre part, par une convention avec le Tribunal de Grande Instance de Grasse (TGI), relative à l'exercice du droit de visite.

Le service Trait d'Union se compose de quatre agents qualifiés dans l'accompagnement social et psychologique ainsi que la protection de l'enfance. Le budget de fonctionnement de ce service en 2018 est de 180 000 €, charges de personnel incluses.

Une partie de ces dépenses est prise en charge par des subventions provenant de la Caisse d'Allocations Familiales et du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance.

Par ailleurs, dans le cadre de la convention renouvelée en 2017 avec le Tribunal de Grande Instance de Grasse et relative à l'exercice du droit de visite, adoptée par délibération n° CC.2017.055 du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2017, l'article 7 prévoit que l'autorité judiciaire pourra participer à l'action par le versement d'une subvention.

En effet, les politiques publiques en matière d'accès au droit et à la justice doivent permettre à toute personne qui le souhaite d'avoir connaissance de ses droits et de les faire valoir, quel que soit sa situation sociale ou son domicile. Elles concernent notamment les domaines de la vie quotidienne et en particulier celui de la famille.

Par le biais de la mobilisation des fonds du programme 101 de la loi de finances, le Ministère de la Justice soutient les associations ou structures qui œuvrent dans ces champs.

Ainsi, le soutien financier de l'Etat peut être apporté aux structures de médiation familiale et aux espaces de rencontre parent(s)/enfant(s) qui constituent une réponse adaptée aux conflits qui se développent dans la sphère familiale et permettent de maintenir les liens familiaux, malgré les séparations ou les divorces. Dans le cadre de la préparation de la loi de finances 2019, l'action « *Médiation familiale et espaces de rencontre* » a vu ses crédits progresser à hauteur de 4,21 %, après une augmentation de 43,1 % en 2018. Ils passent ainsi de 6,25 millions d'euros en loi de finances initiale pour 2018 à 6,51 millions d'euros dans le projet de loi de finances pour 2019.

L'intervention du service Trait d'Union entre donc dans la thématique des actions soutenues par le Ministère. C'est la raison pour laquelle, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à solliciter une demande de subvention auprès du Ministère de la Justice.

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une demande de subvention auprès du Ministère de la Justice pour le fonctionnement du Service Trait d'Union en 2019 et à signer tout acte s'y rapportant,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à solliciter une demande de subvention auprès du Ministère de la Justice pour le fonctionnement du Service Trait d'Union en 2019 et à signer tout acte s'y rapportant,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 20 mai 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI



**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 20/05/2019  
Numéro : BC\_2019\_074  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Service Trait d'Union - Fonctionnement 2019 - Demande de subvention au Ministère de la Justice  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : ehePWxO

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 21/05/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC\_2019\_074-DE

**Acte reçu**

Date : 20/05/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_074  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Service Trait d'Union - Fonctionnement 2019 - Demande de subvention au Ministère de la Justice  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_074-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 0

N